

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Mouvements > Au niveau mondial > Gauche radicale (Monde) > Internationale 4 (Quatrième) > Femme (Quatrième Internationale) > **Le Séminaire international femmes 2021 de la Quatrième Internationale**

Le Séminaire international femmes 2021 de la Quatrième Internationale

jeudi 5 août 2021, par [DUGGAN Penelope](#) (Date de rédaction antérieure : 4 août 2021).

Le Séminaire international femmes 2021 de la Quatrième Internationale s'est tenu les 10,11 et 17,18 juillet. Alors que les sessions précédentes étaient hébergées à l'IIRE à Amsterdam, la pandémie a rendu inévitable d'organiser celle-ci entièrement en ligne.

Cela a eu l'effet très important et positif de permettre à beaucoup plus de femmes de participer que lors des séminaires précédents - plus de 100 personnes inscrites et dans chaque session, il y avait plus de 75 participantes actives. Elles représentaient 35 organisations de 26 pays des Amériques, d'Europe occidentale, d'Afrique du Nord et d'Asie [1].

Lors de notre précédent séminaire le plus fréquenté en 2019, nous n'avions pu accueillir que 40 participantes de 20 pays (23 organisations) compte tenu de nos ressources limitées - notamment les financements pour les voyages des camarades du Sud.

Nous avons noté à l'époque que cette fréquentation exceptionnelle était le reflet du nouvel essor du mouvement des femmes dans les années précédentes et, en effet, le séminaire 2019 nous a permis de produire une résolution « La nouvelle montée du mouvement des femmes » [2] adoptée lors de la réunion de notre Comité international de 2021 (celle de 2020 a été annulée en raison de la pandémie).

Pour le séminaire 2021, nous n'avions pas pour objectif de produire des résolutions ou des textes spécifiques mais plutôt d'explorer des thèmes qui avaient émergé lors des discussions autour de cette précédente résolution, à partir de nos expériences dans les mouvements et les luttes dans nos pays.

Le travail du séminaire s'est limité à quatre sessions de seulement trois heures, afin d'accueillir le maximum de camarades de fuseaux horaires différents. Dans ce laps de temps, nous avons inclus une présentation du sujet, des groupes de discussion linguistiques et une discussion plénière qui, comme la présentation, a été simultanément traduite dans nos trois langues de travail (castillan / espagnol, anglais, français).

Une série de réunions d'une commission représentative avait déterminé quatre thèmes pour le séminaire, qui ont ensuite été développés par des groupes de travail composés de 4 ou 5 camarades de différents pays et sphères linguistiques.

Une partie importante du travail de ces groupes consistait à trouver des supports de lecture qui apporteraient différents points de vue sur le thème - ce qui signifiait à la fois recherche et traduction pour les apporter à l'ensemble du séminaire.

Le premier thème choisi était « **Qu'entendons-nous par rôle stratégique du mouvement autonome des femmes en tant que sujet politique, comment cela s'exprime-t-il dans son**

action ? »

Cela résume une importante position programmatique de la Quatrième Internationale que nous avons développée dans les années 1970 et adoptée dans notre résolution de 1979 « Révolution socialiste et lutte pour la libération des femmes ». Dans le cadre du développement spontané d'un mouvement féministe, les enseignements de l'expérience de la Révolution russe qui n'avait alors que 60 ans - presque le temps qui nous sépare de 1968 - et du rapide renversement des acquis sous la contre-révolution stalinienne d'une part, et d'autre part des luttes anticoloniales pour la libération nationale quand les peuples colonisés se battaient pour leur libération. L'expérience réelle des femmes investies dans la radicalisation étudiante mondiale de l'époque a été abordée et la nécessité d'un mouvement de femmes qui lutte pour les besoins et les intérêts des femmes indépendamment des intérêts de tout gouvernement, parti ou syndicat, en même temps que pour les intérêts des femmes les plus opprimées et exploitées, ce qui lui donne nécessairement un caractère lutte de classe, a été défendue. Notre discussion a confirmé que les femmes qui s'organisent dans l'intérêt des femmes et dans le contexte de luttes démocratiques plus larges sont une force puissante pour l'unité de la classe ouvrière, qui est d'une importance stratégique dans la bataille pour changer la société. On constate également que les nouvelles formes de lutte du mouvement des femmes, telles que la grève féministe et des femmes - affirmant le droit des femmes à utiliser cet outil traditionnel et ainsi à le changer et le démocratiser - et l'organisation des femmes dans les territoires traditionnels des communautés sont une réaffirmation de cette autonomie et présence des femmes comme acteur politique.

Lorsque nous parlons du mouvement des femmes, il s'agit bien sûr d'un mouvement inclusif qui englobe toutes les femmes et reconnaît les expériences de discriminations et d'oppressions de toutes les femmes, tout en ciblant celles qui frappent le plus durement les plus opprimées et exploitées, qui doit particulièrement faire référence aux femmes qui souffrent de discriminations et de marginalisation parce qu'elles sont noires, indigènes ou racisées. Dans ce contexte, nous nous sommes concentrées sur une forme particulière d'exclusion qui est devenue particulièrement conflictuelle au sein du mouvement des femmes, à partir de certaines parties du monde anglophone, mais qui se répand malheureusement : l'exclusion des femmes trans, en se demandant « **Comment et pourquoi sommes-nous transinclusifs ?** ». La Quatrième Internationale a toujours été transinclusive dans sa pratique, par exemple dans les espaces pour femmes au sein de ses camps de jeunes, et a affirmé cette position dans sa récente résolution. Cependant, nous reconnaissons que cela doit rester un sujet de discussion et d'explication pédagogique et que permettre qu'il devienne une question litigieuse et d'exclusion au sein du mouvement ne peut que nuire à notre objectif de construire le mouvement féminin et féministe le plus large possible. Nous avons examiné le rôle de l'extrême droite dans l'orchestration de telles divisions et avons commencé à examiner le rôle des personnes trans à la fois sur le marché du travail et dans la reproduction sociale pour renforcer la base théorique de notre position.

La question des alliances dans la construction du mouvement était le thème du troisième jour de notre séminaire : « **Difficultés à forger des fronts unis dans les mouvements de femmes et féministes : ultragauche ; intolérance ; alliances interclasses, comment faire ?** » Nous avons abordé les obstacles concernés, tout d'abord ceux liés à la façon dont les femmes sont différemment situées dans la société, y compris la position de classe ; la discrimination raciale ; les différentes visions du monde, des priorités et statuts migratoires différents ; et aussi les exigences absurdes ainsi que le sectarisme et les tactiques d'avant-garde dans l'orientation politique.

Nous avons souligné que, malgré ces difficultés, des alliances avec d'autres forces tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du mouvement des femmes, telles que les syndicats, les organisations communautaires et rurales ou les partis politiques, peuvent souvent être forgées autour d'un objectif spécifique - parfois encapsulé dans un changement législatif - ou à un moment précis, et qu'elles

sont importantes pour construire le mouvement et permettre un dialogue avec les femmes qui peuvent entrer dans le mouvement à ces moments-là. Des exemples ont été donnés d'alliances autour de la législation sur les droits à l'avortement en Argentine ; la lutte contre la répression à Porto Rico, les violences féminicides dans plusieurs pays, l'extractivisme en Équateur et le gouvernement Bolsonaro au Brésil ; et en faveur d'un logement décent dans l'État espagnol, du droit à une retraite en Suisse, ou encore pour protester contre l'investiture de Trump aux côtés des partisans d'Hillary Clinton.

Nous avons également souligné que nous devons explorer plus en détail comment contrer les forces du mouvement qui tentent d'exclure d'autres secteurs de femmes de la lutte, par exemple en les qualifiant de non féministes, et de petits groupes d'avant-garde qui imposent des tactiques violentes à des manifestations pacifiques, chassant ainsi les femmes qui pourraient vouloir y aller avec leurs enfants ou les femmes plus âgées ou handicapées physiquement qui pourraient ne pas être en mesure de faire face à des situations de violence.

L'une des divergences stratégiques cruciales au sein du mouvement entre les féministes réformistes et révolutionnaires concerne bien sûr l'État et la mesure dans laquelle nous pouvons faire confiance aux institutions étatiques pour agir dans l'intérêt des femmes. Dans la société d'aujourd'hui, nous imposons des exigences à l'État dans le but d'obtenir une amélioration réelle et mesurable de la situation des femmes, mais nous ne nous faisons pas d'illusions sur le fait que cela suffira. C'était le thème de notre quatrième jour, notamment par rapport à la manière de traiter la violence à l'égard des femmes sous ses multiples formes : « **Quelles alternatives pour combattre la violence à l'égard des femmes : dé-patriarcalisation institutionnelle, auto-résolution des conflits, lois préventives / punitives contre la violence ?** » Appelons-nous à une répression accrue de l'État par des peines de prison, peut-on s'appuyer sur d'autres branches de l'appareil d'État même lorsque leur rôle n'est pas immédiatement répressif (travailleurs sociaux) ?

Ce débat a également soulevé la question de savoir comment les organisations de gauche et du mouvement syndical traitent les agressions sexuelles et sexistes au sein de leurs propres organisations et la nécessité de le faire et d'être perçues comme le faisant afin de maintenir leur crédibilité en tant qu'organisations luttant pour le bien populaire.

Ces débats passionnants et riches n'ont pas pu se développer autant que nous l'aurions souhaité. Le temps limité disponible en raison de la nécessité d'inclure de nombreux fuseaux horaires différents, le manque de réunions physiques autour d'un café ou d'un repas, ou l'absence de travail ensemble dans les équipes de cuisine comme nous le faisons dans notre Institut, ont évidemment réduit l'interaction. En particulier, de nombreuses participantes ont estimé qu'elles n'étaient pas suffisamment conscientes du contexte à partir duquel les autres parlaient. Cependant, la nécessité de traduire tout le matériel en trois langues nous avait découragés de demander des rapports écrits par pays sans pouvoir garantir leur accessibilité.

L'évaluation globale est extrêmement positive quant au nombre de participants et à la participation réelle aux discussions, en particulier dans les groupes linguistiques. Nous regrettons toutes les limites et espérons trouver des moyens à l'avenir de combiner l'utilisation de l'outil en ligne qui permet une participation aussi large avec les réunions physiques qui apportent une autre profondeur à l'interaction, afin de poursuivre notre travail en élaborant ces rapports et bien d'autres questions.

Penelope Duggan

P.-S.

- Fourth International. Mercredi 4 août 2021 :
<https://fourth.international/360>

Notes

[1] Argentine (DS, Marabunta), Belgique (SAP/LCR), Brésil (Comuna, Insurgencia, MES, Subverta), Grande-Bretagne (Anti*Capitalist Resistance, SR), Equateur (Red Feminista Ecosocialista), France (SFQI), Allemagne (ISO), Grèce (TPT), Irlande (RISE), Italie (Fuori Mercato, Sinistra Anticapitalista), Japon (JRCL), Martinique (GRS), Mexique (CSR, PRT), Maroc (Al Mounadil), Pays-Bas (SAP), Pakistan-Cachemire (AKWP), Portugal (Rede Anticapitalista, Toupeira Vermelha), Porto Rico (DS), Québec/Canada (Gauche Socialiste), État espagnol (Anticapitalistas), Sri Lanka (Left Voice), Suède (SP), Suisse (Solidarités), Tunisie (anciennement LGO), Turquie (SDiY), USA (Socialist Resurgence, Solidarity, Reform and Revolution)

[2] ESSF (article 59088) [Résolution : La nouvelle montée du mouvement des femmes.](#)